

L'ALLIANCE DE L'ALGÉRIE VERTE A VOTÉ CONTRE LE PLAN D'ACTION SELLAL

«Notre refus n'est pas revanchard»

Ils étaient, aux côtés de leurs camarades du FJD de Abdellah Djaballah, les députés de l'Alliance de l'Algérie verte, à désapprouver le plan d'action de l'Exécutif Sellal, en votant, avant-hier, dans un «précédent» pour le chef de file de ce triumvirat, le MSP, qui a de tout temps appuyé et sans réserve aucune l'action gouvernementale.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ceci était du temps où le mouvement cher à Feu Nahnah faisait de l'entrisme sa doctrine avant que sa lune de miel d'avec le pouvoir ou tout au moins sa périphérie ne prenne fin dans le sillage des intentions prêtées à ce dernier de lui substituer un autre élément, plus soft, de la famille islamiste, en la personne du ministre des Travaux publics.

Le vote contre le plan d'action du nouveau gouvernement, coordonné par Sellal, sonne comme le second acte d'opposition pour l'Alliance de l'Algérie verte que le MSP a mis sur pied avec les mouvements Nahda et Islah dans la foulée des législatives du 10 mai dernier qui n'ont fait que consacrer davantage son divorce d'avec le pouvoir.

Le premier étant son retrait du gouvernement sans y être représenté «informellement» puisque deux de ses cadres y siègent. Une désapprobation publique que le groupe parlementaire du triumvirat a tenté d'expliquer, hier, à l'occasion d'une conférence de presse.

Pour son chef, Naâmane Laouer, «ce vote est tout ce qu'il y a de naturel pour des raisons aussi bien de fond que de forme».

Et de tenir à préciser tout de go que «ce refus est loin d'être nourri d'un quelconque esprit revanchard», cette feuille étant la poursuite du programme présidentiel que le MSP a de tout temps applaudi et des deux mains.

«Le bon sens et l'éthique politique auraient voulu que Ouyahia présente le bilan de son action avant que son successeur ne présente sa feuille de route», affirme-t-il, tenant à préciser que ce programme présidentiel dont tout le monde se réclame a été presque totalement vidé de sa quintessence politique avec le dévoiement des réformes politiques.

Ces dernières, selon Laouer, «ont été tellement triturées qu'elles ont accouché de l'exactly but opposé qui lui a été inutilement assigné avec la fraude généralisée qui a accompagné les législatives du 10 mai dernier».

Pour revenir au plan d'action Sellal, tel qu'il a été présenté, il pêche par un nombre important d'anomalies.

Dont notamment, dira-t-il, le fait qu'il ne soit pas le résultat d'un diagnostic de la réalité du pays à même de dicter, ne serait-ce que les contours des priorités». Aussi, le conférencier relèvera dans



Djaballah consacre son divorce d'avec le pouvoir.

cette feuille de route, un «manque flagrant de chiffres à l'effet d'illustrer des objectifs à atteindre à des échéances bien précises». Il en est de même, selon Laouer, des mécanismes de réalisation, de contrôle et de suivi qui font défaut avec, en sus, des contradictions tout aussi flagrantes dans les

options économiques». Et au chef du groupe parlementaire de l'AAV d'explicitier en évoquant la double option économique, «celle de l'encouragement de l'investissement privé et velléités socialistes à travers le soutien apporté au secteur public ou ce qui en reste». Pour Laouer, l'urgence des urgences

est l'adoption d'une nouvelle Constitution car, affirmera-t-il, «le problème que vit le pays est éminemment politique dont la clef de voûte est la revue de la première loi du pays».

Actuellement, dira-t-il, «tous les pouvoirs sont entre les mains du président de la République en vertu de ce que lui confère comme prérogatives la présente Constitution.

Et au vu des résultats qui en ont découlés, nous pensons au sein de l'AAV que la prochaine Constitution se doit de consacrer le régime parlementaire en ce qu'il permet comme séparation des pouvoirs, de mécanismes de contrôle et de lutte contre la corruption et de véritable représentativité populaire».

Le conférencier trouve en cet impératif une nécessité du fait que «tous les secteurs de l'activité nationale sont comme tétanisés et en stand-by».

Au sujet du dossier des disparus qui a tout récemment refait surface alors qu'il a été déclaré officiellement clos, Laouer soutiendra sa réouverture au besoin pour permettre aux familles qui n'ont pas revu un des leurs de pouvoir faire son deuil, indépendamment des circonstances de sa disparition». «Après 20 ans de terrorisme, nous pensons qu'il est temps de tourner cette page sombre pour ne pas qu'elle serve de levier d'intervention étrangère», dira Laouer.

M. K.

Les communaux ne se sont pas rassemblés

Pas le moindre manifestant n'a été aperçu hier devant le Palais du gouvernement et la Sûreté nationale n'a pas déployé des policiers aux alentours pour, éventuellement, quadriller la manifestation.

Le rassemblement que devaient tenir les communaux hier matin devant le Palais qui abrite également le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales n'a finalement pas eu lieu. «C'est la Fédération des communaux structurée sous l'égide de l'aile illégitime du Snapap (celle conduite par Rachid Malaoui, Ndlr) qui a lancé cet appel mais elle n'a pu mobiliser les communaux», a expliqué Belkacem Felfoul, président de l'autre aile du Snapap (Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique). Et de souligner qu'«au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, on lui a promis d'organiser bientôt une entrevue entre le ministre et les représentants des communaux structurés sous son aile pour parler justement de leurs revendications». Ali Yahia, président du Conseil national des travailleurs communaux, affilié à l'aile Felfoul du Snapap, par ailleurs, a regretté le désarroi dans lequel se trouvent les communaux à cause de cette dichotomie au sein du Snapap.

«Les communaux sont pris en otages et ne savent plus à quel appel ils doivent répondre. Personnellement, je n'ai même pas cherché à comprendre d'où cet appel a émané ni si le rassemblement a eu lieu», a-t-il dit. Et de révé-



Les communaux dans le désarroi.

ler son intention de s'autonomiser par rapport au Snapap : «Le conseil national des communaux devrait se réunir bientôt pour débattre de l'option de fonder notre propre syndicat».

Azeddine Aït Khelifa, président de la Fédération nationale des communaux, lui, a accusé la police d'empêcher le rassemblement à avoir lieu : «La police a anticipé sur le rassemblement et a empêché les manifestants d'accéder à Alger. Certains de nos camarades ont vu leurs permis de conduire retirés au niveau des barrages installés tout le long de la rocade nord. Un autre dispositif a été déployé sur les artères et les chemins de traverses menant au Palais

du gouvernement et ce dès les premières heures. La police a empêché y compris le peu de communaux ayant pu accéder à Alger de se rassembler devant la Grande-Poste».

Selon ses dires, quelque quatre-vingt communaux ont été arrêtés par la police et entendus à travers les différents commissariats.

Il convient, enfin, de rappeler que les communaux revendiquent l'amélioration de leur situation socioprofessionnelle. Une plateforme de revendications a été adressée au ministère de tutelle qui refuse jusqu'ici, affirme-t-on, de dialoguer avec eux.

L. H.

ORAN : SUITE AU DÉCÈS SUSPECT DE DEUX SAUDIENS DANS LES LIEUX SAINTS

Le directeur de l'Office national du hadj rassure

Venu prendre part au départ d'un premier contingent de pèlerins algériens vers les Lieux Saints de l'Islam, qui a eu lieu hier à partir de l'aéroport international d'Oran Ahmed Ben Bella, le directeur général de l'Office national du hadj et de la omra, M. Barbara, s'est montré très rassurant quant aux conditions de pèlerinage pour cette année.

Suite au décès de deux Saoudiens dans les Lieux Saints de l'Islam, une crainte s'est emparée des futurs hadjis algériens quant à une éventuelle contamination par un virus de la famille du sras. Le directeur général de l'Office national du hadj et de la Omra exclu, une telle possibilité, en affirmant avoir reçu des assurances de la part des autorités saoudiennes qu'il n'y avait aucun risque sanitaire.

Tout en niant une quelconque défaillance dans la prise en charge des pèlerins algériens de par le passé, il dira que ceux de la saison en cours sont bien pris en charge. Toutefois, il dira que dans le cadre d'une meilleure prise en charge et afin d'améliorer les conditions de voyage des Algériens aux Lieux Saints de l'Islam, il a été procédé à l'exclusion de 10 agences de voyages pour cette année. L'intervenant a assuré que toutes les précautions ont été prises par les commissions médicales des wilayas quant au contrôle médical des candidats au pèlerinage et cela pour éviter les mauvaises surprises de ces dernières années. A Oran, près de 1 890 futurs pèlerins ont été vaccinés et subi un contrôle médical. L'on saura que cette année, pas moins de 50 candidats au hadj ont été exclus pour raison médicale. Le directeur général de l'Office national du hadj et de la omra fera rappeler que les diabétiques et les dialysés ne peuvent prétendre au pèlerinage. Toujours dans le cadre d'une meilleure prise en charge, pas moins de 180 agents de la Protection civile algérienne ont été mobilisés pour le hadj afin d'assurer la protection et l'encadrement des pèlerins algériens au niveau des sites d'hébergement prévus à leur intention.

Amel Bentolba